

## Palestine



750.000 palestiniens ont été chassés de leur pays il y a 70 ans et, depuis 50 ans, la Palestine se trouve sous occupation militaire. A ce jour, aucun indice ne laisse entrevoir une fin prochaine de cette occupation et il n'est plus question de négociations de paix ! Après 10 ans de blocus par air, terre et mer de la bande de Gaza, la population se trouve au bord du gouffre humanitaire. Cette répression collective est inadmissible.

En outre, depuis le début de l'année, la répression brutale de manifestations pacifiques a causé la mort de plus de 100 habitants de la bande de Gaza, dont une soixantaine rien que le lundi 14 mai 2018 ! Près de 7.900 personnes y ont également été blessées. Nous ne pouvons pas rester passifs face une telle violence aveugle.

Alors que la communauté internationale discute depuis des années de la façon de diviser le territoire, Israël poursuit inlassablement ses annexions de territoires. L'état israélien refuse, par ailleurs, de se conformer à la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui condamne sa politique de colonisation, contraire au droit international.

La Belgique et l'Union Européenne ont l'obligation de ne prêter ni aide ni assistance au maintien d'une situation illégale. L'une comme l'autre, cependant, se limitent à « condamner », de façon répétée, les agissements d'Israël.

Le Congrès invite la Belgique et l'Europe à rendre Israël responsable de ses actes et demande que soit mis fin à l'Accord d'Association entre l'UE et l'Etat israélien, en attendant que ce dernier se plie au droit international.

Quant aux entreprises, elles jouent un rôle central dans l'implantation, le maintien et l'extension de colonies israéliennes. Elles se doivent d'évaluer l'impact de leurs activités sur les droits de l'homme et d'initier les indispensables démarches afin d'éviter qu'elles n'aient une incidence négative en Palestine. Cette analyse est confirmée par un rapport de l'ONU, qui a passé au crible 206 entreprises, afin de déceler leurs liens avec la colonisation israélienne...

Le Congrès demande de couper immédiatement tout lien économique avec les colonies illégales et l'occupation.

Il appelle également la FGTB à rejoindre activement l'Initiative Syndicale Européenne pour la Justice en Palestine, réseau syndical cherchant à mettre un terme à la complicité de l'Europe et d'entreprises avec l'occupation.

Dans la foulée, il invite également la Confédération Européenne des Syndicats à s'engager dans une campagne pour dénoncer ces deux formes de complicité avec l'occupation.